

## Mise en œuvre de la Stratégie de l'UNESCO pour la jeunesse africaine (2009-2013)

Décembre 2012

### Table des matières

<b>Objectif global I : Renforcer la production et la gestion de connaissances et promouvoir la recherche sur les questions relatives à la jeunesse .....</b>	<b>2</b>
<b>Objectif global II : Favoriser l'élaboration de politiques et de cadres pour traiter des problèmes relatifs à la jeunesse .....</b>	<b>6</b>
<b>Objectif global III : Promouvoir la participation des jeunes à la prise des décisions, leur engagement citoyen et leur inclusion sociale .....</b>	<b>13</b>
<b>Activités transversales .....</b>	<b>28</b>

Unité	Personne(s) à contacter
ED	Siège : <a href="mailto:b.chakroun@unesco.org">b.chakroun@unesco.org</a> ; <a href="mailto:C.Castle@unesco.org">C.Castle@unesco.org</a> BREDA : <a href="mailto:at.ndong-jatta@unesco.org">at.ndong-jatta@unesco.org</a>
SC	Siège : <a href="mailto:D.Malpede@unesco.org">D.Malpede@unesco.org</a> ; <a href="mailto:n.webley@unesco.org">n.webley@unesco.org</a>
SHS	Siège : <a href="mailto:M.Goucha@unesco.org">M.Goucha@unesco.org</a> ; <a href="mailto:s.saad-zoy@unesco.org">s.saad-zoy@unesco.org</a> ; <a href="mailto:m.kypriotou@unesco.org">m.kypriotou@unesco.org</a> ; <a href="mailto:C.Maresia@unesco.org">C.Maresia@unesco.org</a> ; <a href="mailto:K.Balalovska@unesco.org">K.Balalovska@unesco.org</a> ; <a href="mailto:youth@unesco.org">youth@unesco.org</a> Accra : <a href="mailto:ar.lamin@unesco.org">ar.lamin@unesco.org</a> BREDA : <a href="mailto:m.toure-thiam@unesco.org">m.toure-thiam@unesco.org</a> Bujumbura : <a href="mailto:y.matuturu@unesco.org">y.matuturu@unesco.org</a> Le Caire : <a href="mailto:o.ikebe@unesco.org">o.ikebe@unesco.org</a> Rabat : <a href="mailto:p.chanthalangsy@unesco.org">p.chanthalangsy@unesco.org</a> ; <a href="mailto:z.mseffer@unesco.org">z.mseffer@unesco.org</a> Windhoek : <a href="mailto:o.mutumba@unesco.org">o.mutumba@unesco.org</a>
CLT	Siège : <a href="mailto:c.manhart@unesco.org">c.manhart@unesco.org</a> ; <a href="mailto:L.Duwyn-Estrade@unesco.org">L.Duwyn-Estrade@unesco.org</a> ; <a href="mailto:i.alonzo@unesco.org">i.alonzo@unesco.org</a>
CI	Siège : <a href="mailto:mk.lim@unesco.org">mk.lim@unesco.org</a>
BSP	Siège : <a href="mailto:MA.Theobald@unesco.org">MA.Theobald@unesco.org</a>
AFR	Siège : <a href="mailto:Ae.Santana@unesco.org">Ae.Santana@unesco.org</a> ; <a href="mailto:E.Fazzino@unesco.org">E.Fazzino@unesco.org</a> ; <a href="mailto:m.bowe@unesco.org">m.bowe@unesco.org</a>
ODG/GE	Siège : <a href="mailto:c.cvetkovski@unesco.org">c.cvetkovski@unesco.org</a> ; <a href="mailto:j.freedman@unesco.org">j.freedman@unesco.org</a>
Bureau hors Siège/ Addis-Abeba	<a href="mailto:f.matoko@unesco.org">f.matoko@unesco.org</a> ; <a href="mailto:j.matte@unesco.org">j.matte@unesco.org</a>
Bureau hors Siège/ Bamako	<a href="mailto:a.daou@unesco.org">a.daou@unesco.org</a>
Bureau hors Siège/ Nairobi	<a href="mailto:md.ngulube@unesco.org">md.ngulube@unesco.org</a>

Section	Nombre de projets
Objectif global I	13
Objectif global II	26
Objectif global III	42
Activités transversales	6
<b>TOTAL</b>	<b>87</b>

Pour plus d'information sur la Stratégie:  
Equipe jeunesse  
Secteur des sciences sociales et humaines  
UNESCO  
[youth@unesco.org](mailto:youth@unesco.org)

**Objectif global I : Renforcer la production et la gestion de connaissances et promouvoir la recherche sur les questions relatives à la jeunesse**

No	Activités	Pays / Sous-région / Région	Partenaires
1	<p><b>ED/BREDA/EFTP :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutien aux pays pour la mise en place de systèmes d'information statistique en matière d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP).</li> <li>- Renforcement de la collaboration entre l'Équipe de travail interinstitutions (ETII) et l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) quant au processus de l'Union africaine (UA) en vue du développement d'indicateurs régionaux sur l'EFTP et un système d'information et de gestion des logistiques (LMIS)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Madagascar, Côte d'Ivoire</li> <li>- Régional, l'accent étant mis sur la CEDEAO (ETII)</li> </ul>	Ministères de l'éducation, ADEA, UA, membres de l'ETII (PNUD, OIT, BAD), ISU
2	<p><b>ED :</b> Dans le cadre du projet de l'UNESCO intitulé <i>Le réSEAU en action pour un avenir durable</i>, mise en place d'une plate-forme collaborative en ligne en vue de promouvoir, à l'échelle mondiale, l'interaction, l'apprentissage et les échanges entre écoles membres du réSEAU et de donner aux jeunes étudiants l'occasion d'échanger leurs connaissances, d'évaluer leurs initiatives scolaires et de renforcer les synergies de jumelage en ligne autour de défis contemporains. La première version de la plate-forme mettra l'accent sur la biodiversité pour permettre aux étudiants du réSEAU d'apprendre et d'échanger des connaissances et des informations à ce sujet. Un certain nombre de ressources, d'activités et de projets communs seront mis à disposition, pour chaque région de l'UNESCO -notamment l'Afrique, en vue d'aider les jeunes étudiants à agir en faveur de la biodiversité.</p>	Certains pays d'Afrique (50 minimum)	réSEAU, Commissions nationales et ministères de l'éducation
3	<p><b>ED/BREDA :</b> Outil d'Examen et d'Analyse de l'Education à la Sexualité ; examen testé, les études sur l'outil en question ont été menées à bien dans un certain nombre de pays d'Afrique occidentale et centrale – il est prévu que cinq d'entre elles soient menées en partenariat avec le FNUAP.</p>	Sénégal, République démocratique du Congo et Cap-Vert, Guinée-Bissau, Libéria, Nigéria, Sierra Leone, Ghana, Gambie	FNUAP, ministères de l'éducation, Fédération internationale pour le planning familial (FIPP), pays de l'OPEP, BIE (évaluation dans les pays de la CEMAC), ONUSIDA, UNICEF, FIPF, GIZ, ASDI, pays de l'ESA

4	<b>ED/BREDA</b> : En Afrique orientale et en Afrique méridionale, des rapports de diagnostics régionaux ont été publiés sur les services de santé sexuelle et reproductive (SSR) ainsi que sur le VIH/SIDA en vue de susciter un soutien politique de haut niveau.	Afrique orientale et méridionale	
5	<b>ED/BREDA</b> : Elaboration d'un outil de sensibilisation et d'examen détaillé sur l'éducation à la sexualité, en partenariat avec la Fédération Internationale pour le Planning Familial, en vue d'étudier la mise en œuvre de l'éducation à la sexualité par les organisations de la société civile dans tous les types d'environnement.	Afrique occidentale et centrale/Mondial	
6	<b>ED/BREDA</b> : Réalisation, dans 6 pays de la CEMAC, d'une évaluation des programmes scolaires, des manuels de l'étudiant, des guides pour enseignants, des DVD de formation d'enseignants et des programmes radio en ce qui concerne l'éducation à la sexualité.	Six pays de la CEMAC	
7	<b>SHS</b> : Recensement des activités et initiatives en cours portant sur la jeunesse ou pilotées par la jeunesse dans les pays d'Afrique (2012).	Régional	SHS et points focaux pour la jeunesse dans les bureaux hors Siège d'Afrique, points focaux pour la jeunesse au Siège, Département Afrique
8	<b>SHS (Siège et Accra)</b> : Élaboration d'un document régional présentant les expériences et les pratiques d'engagement citoyen des jeunes en Afrique ayant réussi (2011).	Régional	
9	<b>SHS/Le Caire</b> : Analyse de la Stratégie pour la Jeunesse dressée par le Ministère de la Jeunesse (de janvier à avril 2013). Ce projet vise à analyser la Stratégie nationale pour la Jeunesse, que le Ministère de la Jeunesse - nouvellement créé - a entrepris d'élaborer, en vue de formuler des recommandations stratégiques pour développer la recherche sur les questions relatives à la jeunesse, étudier la faisabilité de la création d'un centre de recherche sur la jeunesse et lancer un dialogue entre les jeunes, les universitaires et les décideurs politiques concernant les politiques qui touchent les jeunes en Égypte.	Égypte	Université du Caire, Union des étudiants, Ministère de la jeunesse
10	<b>SHS/Rabat</b> : Evaluation et diffusion de connaissances sur la participation des jeunes filles vulnérables à la vie politique en Tunisie. Activité correspondant à l'axe 2 du projet EXB Pays Bas : Renforcement de la participation des jeunes filles vulnérables aux mécanismes de consultation et de prise de décision (Février 2012 – juin 2013)	Tunisie	Ministère de l'éducation, Commission nationale tunisienne, CAWTAR, Gouvernement des Pays-Bas, PNUD

11	<p><b>SHS et bureau hors Siège/Nairobi :</b> Dans le cadre du projet pour 2011 intitulé « Les politiques de la jeunesse et la prévention de la violence dans la région des Grands Lacs », élaboration d'un document comparatif pour quatre pays (Burundi, Kenya, Tanzanie et République démocratique du Congo) sur la violence touchant les jeunes et les politiques publiques et réponses programmatiques correspondantes.</p>	Burundi, Kenya, Tanzanie et République démocratique du Congo	Vénétie, ONU-Habitat
12	<p><b>CI :</b> Kit sur la liberté d'expression : guide destiné aux étudiants, conçu pour aider les jeunes à comprendre et à étudier le concept universel de liberté d'expression grâce à un langage facile à comprendre et à l'acquisition de connaissances sur les questions les plus courantes que cette liberté soulève par le biais d'une série d'études de cas. Ce kit sera disponible en anglais, français, arabe et espagnol, ainsi que dans des langues locales. Les jeunes pourront y accéder en toute liberté et de manière gratuite. Les utilisateurs sont encouragés à créer leurs propres études de cas en s'appuyant sur leur propre expérience et leur milieu. Egalement, ils sont invités à les partager avec d'autres jeunes du monde entier, contribuant ainsi à la création d'un réseau mondial de jeunes intéressés par ces questions (2012).</p>	Mondial, notamment pour la jeunesse en Afrique	Commissions nationales, ministères de l'éducation, ONG
13	<p><b>Bureau hors Siège/Addis-Abeba :</b> Projet de recherche qualitative et quantitative sur l'utilisation des nouveaux médias numériques (Facebook, Twitter, etc.) par les jeunes en Afrique en vue d'évaluer leur impact quant à la participation des jeunes à la société du savoir, le chômage des jeunes, l'engagement civique, le développement économique, etc.  <u>N.B :</u> <i>Le projet en est encore à la phase de collecte de fonds.</i></p>	Éthiopie, Kenya et Tanzanie À la suite de la publication des premiers résultats, le projet sera étendu à un échantillon de pays de toutes les sous-régions d'Afrique	Union africaine, CEA

**Objectif global II : Favoriser l'élaboration de politiques et de cadres pour traiter des problèmes relatifs à la jeunesse**

No	Activités	Pays / Sous-région / Région	Partenaires
14	<p><b>ED</b> : Lancement, en septembre 2012, à Kampala (Ouganda), du DVD de l'UNESCO intitulé « <i>L'éducation aux droits de l'homme... Des jeunes en parlent</i> ». Le public était principalement composé de représentants des ministères concernés, notamment le Ministère de l'Education et des Sports, d'institutions et organisations spécialisées œuvrant dans le domaine des droits de l'homme et des droits de l'enfant, d'organismes des Nations Unies, d'universités, d'écoles et de médias. Le DVD entend présenter au public ougandais la façon dont les enfants et les jeunes du monde entier perçoivent les principes des droits de l'homme et en parlent. Ce lancement visait en outre à créer une plateforme et à susciter d'autres débats et actions sur l'éducation aux droits de l'homme à l'école. À cette occasion le rapport sur les acteurs intervenant sur l'Éducation pour la Paix en Ouganda a été officiellement lancé en vue de créer un consensus autour des recommandations qui y figuraient pour leur mise en œuvre par le Ministère de l'éducation et des sports.</p>	Ouganda	Commission nationale ougandaise pour l'UNESCO
15	<p><b>ED</b> : Un séminaire UNESCO de révision des programmes scolaires de cinq jours, financé par le Gouvernement japonais et organisé par le Bureau de l'UNESCO à Juba en collaboration avec le Centre national d'élaboration des programmes d'études du Soudan du Sud, a rassemblé plus de 50 participants du pays, dont neuf femmes. Cette initiative s'inscrit dans un projet plus large piloté par l'IIPE intitulé « Renforcer la capacité du Ministère de l'enseignement général et de l'instruction en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan stratégique du secteur de l'éducation pour 2012-2017 ».</p> <p>Ce séminaire représentait surtout la première étape de l'examen des cadres des programmes scolaires (pour l'enseignement primaire et secondaire) quant à leur portée et leur structure. L'accent a été mis en particulier sur l'inclusion de questions transversales essentielles telles que la paix, les droits de l'homme, et les compétences nécessaires dans la vie courante. Un plan d'action détaillé énonçant les étapes, les responsabilités et le calendrier d'un examen complet et approfondi des programmes scolaires a en outre été mis au point.</p> <p>Le cadre pour les programmes scolaires et le plan d'action connexe modifiés sont les principaux apports du séminaire ; ils seront présentés au Ministère de l'Enseignement général pour examen et action/mise en œuvre.</p>	Soudan du Sud	Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIPE), BIE, Gouvernement japonais
16	<p><b>ED</b> : Mise en œuvre du projet « Une meilleure éducation pour l'essor de</p>	Botswana,	Ministère de l'éducation,

	l'Afrique » ( <i>Better education for Africa's rise</i> (BEAR)) avec l'appui de la République de Corée. Dans chacun des cinq pays visés, le projet vise à contribuer à la promotion d'un système d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) correspondant aux besoins du marché du travail et des individus. La stratégie globale sous-jacente de chaque projet est basée sur une double approche qui répond à la nécessité urgente d'améliorer l'accès des jeunes à un EFTP de qualité, tout en réalisant l'objectif plus général du renforcement des capacités nationales en vue de mener les réformes de l'EFTP.	République démocratique du Congo, Malawi, Namibie, Zambie	Ministère du travail et de la formation professionnelle, partenaires sociaux, société civile et organisations de jeunes
17	<b>ED/BREDA/EFTP</b> : Consultations entre les pays en vue de repenser des stratégies d'action applicables en matière d'EFTP en Afrique grâce à une contribution aux grands événements internationaux (Triennale de l'ADEA, 3 <sup>e</sup> Congrès, Assises OIF-CONFEMEN) ; renforcement des partenariats et travaux thématiques (cadres nationaux/régionaux de qualification) entre partenaires par le biais de l'Équipe de travail inter-institutions (ETII) en lien avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).	Régional (Afrique subsaharienne)	Ministères de l'éducation, Procter and Gamble, ADEA, institutions de l'ETII (PNUD, OIT, BAD, ONU FEMMES, ONUDI), SAfAIDS, OFID (pour les pays de la CEEAC/CEMAC)
18	<b>ED/BREDA/EFTP</b> et <b>ED/YAO</b> : Établissement de contacts pour appuyer l'examen de la politique de l'éducation en matière d'EFTP en Afrique centrale (plus précisément au Tchad) ; soutien à l'élaboration d'une note d'orientation et d'un mandat pour aider le Tchad ; soutien à une mission d'étude du Tchad au Sénégal sur l'EFTP.	Tchad	
19	<b>ED/BREDA/EFTP</b> et <b>ED/ACR</b> : Élaboration de guides méthodologiques contextualisés et de programmes scolaires davantage en accord avec les besoins du monde du travail (y compris le développement de l'entrepreneuriat).	Côte d'Ivoire	
20	<b>ED/BREDA</b> : Développement de l'éducation à la sexualité dans les pays de la CEEAC/CEMAC.	CEEAC/CEMAC	
21	<b>ED/Yaoundé</b> : Éducation à la santé en matière de sexualité et de procréation notamment en ce qui concerne le VIH/SIDA dans les pays de la CEEAC.	CEEAC	Ministères de l'éducation, de la santé et de la jeunesse, ONUSIDA, FNUAP, UNICEF, autres partenaires techniques et financiers
22	<b>ED/Yaoundé</b> : Partenariat stratégique et institutionnel en vue d'améliorer l'accès des jeunes aux TIC et recensement de solutions adaptées à leur intégration socioéconomique dans la région de la CEEAC.	CEEAC	Gouvernements, conseils nationaux de la jeunesse, et partenaires techniques et financiers
23	<b>ED/CLT/Yaoundé</b> : Éducation à la citoyenneté et promotion d'une culture de la paix en faveur de la coexistence pacifique en milieux scolaires et au sein des	CEEAC	Ministères de l'éducation, de la jeunesse et de la culture,

	communautés des pays de la région de la CEEAC.		responsables de la communication et de la réconciliation, associations de jeunes et partenaires financiers
24	<b>ED/SC</b> : Adaptation aux changements climatiques et éducation en vue du développement durable dans les pays de la CEEAC.	CEEAC	Ministères de l'éducation, de l'environnement et de la jeunesse, responsables de la communication, associations et partenaires financiers
25	<b>SHS</b> : Examen des directives existantes en matière d'élaboration de politiques publiques relatives à la jeunesse, conformément aux dispositions de la Charte africaine de la jeunesse.	Régional	Point focaux pour la jeunesse au Siège et en Afrique, spécialistes de la jeunesse en matière d'élaboration de politiques hors Siège, Département Afrique
26	<b>SHS (HQ/ACCRA/ADDIS ABABA)</b> : Lancement d'une <b>campagne virtuelle</b> sur la Charte africaine de la jeunesse, conjointement par l'UNESCO et l'Union africaine. Cette campagne comportera deux volets complémentaires : 1. Vulgarisation de la Charte, dont l'objectif est de rendre la Charte « <i>youth-friendly</i> », et ce, en expliquant ses <u>25 articles</u> dans des termes simples par le biais de 25 spots (d'environ 15 à 20 secondes chacun). Chaque vidéo portera un message fort à travers des illustrations sur des exemples concrets mettant en exergue les liens entre la Charte, le contexte du continent africain mais aussi l'actualité. Les spots pourront se baser sur des témoignages de jeunes, sur des illustrations d'exemples concrets et locaux, en mettant l'accent les « <i>success stories</i> ». Le web et les médias sociaux ( <i>Facebook, Twitter, etc.</i> ) constitueront les supports de communication privilégiés, sans délaissier pour autant la télévision et, si compatible, la radio. 2. Encourager les jeunes à prendre action à l'égard de la Charte, dont l'objectif est de permettre aux jeunes femmes et hommes de se mobiliser, sur Internet (site Internet de l'UNESCO et de la CUA, de <i>Facebook, Twitter, etc.</i> ), autour de la Charte. Par un « clic » les jeunes peuvent adhérer à un appel à leurs Etats respectifs, les encourageant à signer, ratifier la Charte et/ou à la mettre en œuvre.	Régional	Union africaine, ERI, AFR
27	<b>SHS (Siège et Accra)</b> : Révision de la politique nationale de la jeunesse et du plan d'action correspondant en Zambie.	Zambie	Gouvernement zambien, Conseil national pour le développement de la jeunesse, Équipe de pays des Nations Unies,

			Programme du Commonwealth pour la jeunesse/Zambie, Chaire UNESCO sur les enfants, les jeunes et l'engagement civique (Irlande), Bureau de l'UNESCO à Harare, Département Afrique
28	<b>SHS (Siège et Accra)</b> : Formulation d'une politique publique inclusive sur la jeunesse et aide à la création d'un conseil national de la jeunesse en Côte d'Ivoire.	Côte d'Ivoire	
29	<b>SHS/Accra</b> : Examen de la politique nationale de la jeunesse.	Libéria	Ministère de la jeunesse et des sports, FNUAP, UNICEF, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, PNUD, Secteur de l'Education de l'UNESCO
30	<b>SHS/Accra</b> : Examen de la politique nationale de la jeunesse.	Sierra Leone	Commission nationale de la jeunesse, organisations de jeunes et de la société civile, PNUD, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, autres secteurs de l'UNESCO (ED, CI, etc.), UNICEF
31	<b>SHS/BUJUMBURA</b> : Elaboration d'une politique nationale de la jeunesse au Burundi	Burundi	Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture Co-financement FNUAP Participation des autres agences membres du Groupe Inter-Agences Jeunesse – Education – VIH/SIDA dont l'UNICE, le PNUD et le Programme VNU
32	<b>SHS/Rabat</b> : Mise en place de Clubs citoyenneté et droits de l'homme dans les établissements scolaires dans le cadre de l'élaboration de la stratégie nationale d'éducation citoyenne (octobre 2012–décembre 2013), dans le cadre du projet « <i>Strengthening the empowerment of young women and men and their engagement, particularly in democratic processes, in order to promote intercultural dialogue and social inclusion</i> »	Tunisie	ED/RAB, Ministère de l'éducation, Commission nationale tunisienne pour l'UNESCO, <i>UN Task Force</i> Education à la citoyenneté, Institut Arabe des Droits de



			l'Homme (IADH)
33	<p><b>SHS/Le Caire</b> : Recherches sur les politiques en vigueur qui touchent les jeunes, les conséquences de la révolution et les défis connexes en Égypte (août-décembre 2012).</p> <p>Afin d'initier un dialogue entre les jeunes, les universitaires et les décideurs sur les politiques de jeunesse en Égypte, cette initiative entend engager des discussions en vue de recenser les besoins en termes de mise en place et de révision des politiques de la jeunesse en Égypte, compte tenu notamment des effets de la révolution de 2011.</p>	Égypte	Cabinet de consultants sur la jeunesse et le développement
34	<p><b>SHS/Le Caire</b> : Promotion de la Charte africaine de la jeunesse (août-décembre 2012).</p> <p>La Charte africaine de la jeunesse a été signée par l'Égypte mais n'a pas encore été ratifiée. Cette initiative vise à aider le Gouvernement égyptien à mettre en place des politiques de la jeunesse qui tiennent compte des dispositions de la Charte. Elle comprend la production d'une version de la Charte qui soit facile d'accès pour les jeunes et sa diffusion à grande échelle, l'organisation de réunions d'information à petite échelle, ainsi qu'un concours pour promouvoir la Charte.</p>	Égypte	Cabinet de consultants sur la jeunesse et le développement
35	<p><b>CLT</b> : Mise en œuvre du projet intitulé « L'utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique », notamment par l'élaboration de contenus pédagogiques communs, destinés à être utilisés dans les écoles primaires et secondaires d'Afrique, basés sur le contenu des volumes de cette collection, en vue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- renouveler l'enseignement de l'histoire de l'Afrique ;</li> <li>- contribuer à la reconstruction de l'identité culturelle africaine ;</li> <li>- mettre en lumière les valeurs et le patrimoine communs des peuples africains et favoriser ainsi la compréhension mutuelle, l'intégration régionale et la paix ;</li> <li>- renforcer les liens qui unissent les peuples africains.</li> </ul> <p>Ces objectifs sont soulignés dans la Charte révisée de la renaissance culturelle africaine, la Charte culturelle de l'Afrique et la Charte africaine de la jeunesse.</p>		Organes de l'Union africaine (CUA, conférence des ministres de l'éducation, conférence des ministres de la culture, Académie africaine des langues, etc.), Association des historiens africains, Association des universités africaines, Association pour le développement de l'éducation en Afrique, etc.
36	<p><b>ODG/GE</b> : Création d'un centre régional pour l'élimination de l'excision/mutilation génitale féminine.</p>	Afrique (basé à Nairobi (Kenya))	Gouvernement kényan, OMS, FNUAP
37	<p><b>ODG/GE</b> : Implication des étudiants dans la prévention de la violence sexuelle ou liée au sexe</p>	République démocratique du Congo	Gouvernement japonais, Universités de Bukavu et Goma (République démocratique du Congo)

38	<b>FO/BUJUMBURA</b> : Projet 417BDI1010 - Droit à l'éducation aux enfants vulnérables (3 153 enfants vulnérables pour cette année scolaire 2012-2013)	Burundi	Mme Chantal Biya, Première Dame du Cameroun, Ambassadrice de Bonne Volonté à l'UNESCO pour l'Education de Base, Fondation du Personnel du Groupe SEB France, Plusieurs ONG locales, Groupements de Familles, Tutrices, PAM, FAO
39	<b>Bureau hors Siège/Nairobi</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Révision de la politique du secteur de l'éducation sur le VIH et le SIDA (2004) afin d'y inclure des dispositions concernant une éducation générale à la sexualité dans les programmes scolaires et les besoins des apprenants touchés par le VIH au Kenya.</li> <li>- Élaboration et mise en œuvre d'un programme d'éducation à la sexualité en Ouganda en vue de prévenir les nouvelles contaminations parmi les jeunes et de fournir des informations pertinentes aux apprenants vivant avec le VIH en Ouganda.</li> </ul>	Kenya, Ouganda	NACC, USAID/CHF, FNUAP, UNICEF

**Objectif global III : Promouvoir la participation des jeunes à la prise des décisions, leur engagement citoyen et leur inclusion sociale**

No	Activités	Pays/Sous-région/Région	Partenaires
40	<p><b>ED</b> : Un large éventail d'activités a été proposé pour les jeunes (principalement pour les 11-16 ans) pendant la mise en œuvre de la 2<sup>e</sup> phase du Projet éducatif sur la traite négrière transatlantique depuis juillet 2010. La plus récente a été une manifestation d'une journée destinée aux élèves du secondaire au Sénégal, le 16 juin 2012, qui s'est déroulée sur l'île de Gorée, lieu historique de la traite négrière transatlantique. À cette occasion, les 100 élèves de quatre écoles du réSEAU participant à cette journée ont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- regardé le film « La route de l'esclave : l'âme de la résistance » (produit de la collaboration entre CLT et ED dans le cadre du projet intersectoriel « La route de l'esclave : résistance, liberté, héritage ») ;</li> <li>- débattu des causes et des conséquences de la traite négrière transatlantique, y compris des formes modernes d'esclavage et de racisme, en présence de quelques grands spécialistes nationaux de la question.</li> </ul> <p>En plus d'apporter aux jeunes une riche expérience d'apprentissage, cette journée a été l'occasion d'inciter les enseignants à introduire des cours consacrés à la traite négrière transatlantique dans leurs programmes et de les inscrire dans la communauté mondiale du réSEAU traitant de la question.</p>	Sénégal	Commission nationale du Sénégal pour l'UNESCO et Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation (BREDA, ED et CLT), Ministère sénégalais de l'éducation de base
41	<p><b>ED/BREDA</b>: Dans le cadre du projet MDG Nutrition au Sénégal, 4 500 femmes ont été alphabétisées et formées aux techniques nutritionnelles. Un cadre de concertation avec l'ensemble des agences du système des Nations Unies a été mis en place pour une approche holistique, alors que les savoirs endogènes ont servi de base de réflexion et de montage du dispositif éducationnel.</p>	Sénégal	Ministères de l'Education, <i>Procter and Gamble</i> , ADEA, membres de l'ETII (PNUD, OIT, BAD, ONU FEMMES) SAfAIDS
42	<p><b>ED/BREDA</b> : Au Libéria, 252 filles sont recensées pour être alphabétisées et ont bénéficié de matériel de base en lecture, écriture, compétences pratiques ou compétences de vie courantes.</p>	Liberia	
43	<p><b>ED/BREDA</b> : Au Sénégal, dans le cadre du projet d'alphabétisation des jeunes filles et femmes (15-35 ans) avec les TIC (PAJEF), la dynamique partenariale (UNESCO, gouvernement, société civile, secteur privé) l'UNESCO a pu contribuer au développement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 263 classes d'alphabétisation ont été ouvertes</li> <li>- Un volet alphabétisation avec les TIC a été développé en adoptant une approche de classe virtuelle utilisant les Centres multimédia communautaires, les salles informatiques dans les écoles, les téléphones</li> </ul>	Sénégal	Ministères de l'Education, <i>Procter and Gamble</i> , – <i>Always</i> , ADEA Working Group on Non Formal education, membres de l'ETII (PNUD, OIT, BAD, ONU FEMMES) SAfAIDS

	portables et la télévision. Une banque de ressources éducatives (3 langues : français, wolof et pulaar) a été mis en place avec 6 modules (maths, calcul, abécédaire, microcrédit, informatique) et 12 sous modules ; 7 applications pour apprendre à lire, écrire, calculer, produire des textes, enregistrer, stocker et développer ses compétences de vie courante et 735 vidéos d'enseignement/apprentissage.		
44	<b>ED/BREDA</b> : Collaboration avec SAfAIDS ( <i>Southern Africa HIV and AIDS Information Dissemination Service</i> ) pour la création d'espaces éducatifs « adaptés aux jeunes séropositifs » en Afrique australe, l'aménagement d'espaces scolaires sûrs, et l'autonomisation des jeunes qui vivent avec le VIH dans le secteur de l'éducation.	Afrique australe	SAfAIDS ( <i>Southern Africa HIV and AIDS Information Dissemination Service</i> )
45	<b>ED/BREDA</b> : Expérience d'éducation par les pairs à l'école en Gambie : recueil des enseignements tirés, défis et possibilités d'élargissement.	Afrique occidentale et centrale	Association Nova Scotia
46	<b>SC</b> : Dans le cadre de l'initiative « <a href="#">Vision des jeunes sur la vie dans les îles</a> » (qui aide les jeunes à créer et mettre en œuvre leurs propres projets, à renforcer leurs capacités et à participer au développement durable de leurs îles), des projets de lutte contre le VIH/SIDA ont été mis en œuvre par les jeunes pour les jeunes en Guinée-Bissau, à Madagascar, à Maurice, en République-Unie de Tanzanie (Zanzibar) et aux Seychelles.	Guinée-Bissau Maurice Madagascar Seychelles Zanzibar (République-Unie de Tanzanie)	Guinée-Bissau : Conseil régional de la jeunesse du Bolama (CRJ-B), Association pour le développement régional (ADER/LEGA), Secrétariat national de lutte contre le SIDA (SNLS)  Maurice : <i>Adolescent Non-Formal Education Network (ANFEN)</i> , Tan Nu la Voix (organisation locale de la société civile pour les usagers de drogues par injection séropositifs et séronégatifs), Chrysalide (ONG pour les femmes professionnelles du sexe), Coordinateur de terrain du Ministère de la santé pour les GBT, PILS (ONG de prévention et d'information œuvrant dans le domaine du VIH/SIDA), NATReSA (Institut national de traitement et de réadaptation des usagers de drogues)

			<p>Madagascar : Association des Jeunes de Millénaire VITASOA, Majunga, Organisation de Communauté de Base (OCB), Club de jeunes sur le VIH/SIDA, Cabinet d'étude ZAVA, Service régional du projet VIH/SIDA, Service régional de la jeunesse et des sports, Majunga Press.</p> <p>Seychelles : <i>The Faith and Hope Association (FAHA)</i>, ONUSIDA, <i>AIDS Right Alliance for Southern Africa (ARASA)</i>, PNUD, Ministère de la santé, Ministère de l'éducation, CARE, <i>HIV/AIDS support Organization (HASO)</i>, <i>Youth Department</i>, <i>Seychelles Broadcasting Corporation</i>.</p> <p>Zanzibar : <i>The Zanzibar Youth Plan Association</i>, <i>Zanzibar AIDS Commission (ZAC)</i>, <i>Youth Self-Employment Foundation</i>, <i>Shehia HIV committees</i>, SHACCOMS, clubs de jeunes, réseaux de personnes vivant avec le VIH et le SIDA, <i>Zanzibar AIDS Control Program (ZACP)</i></p>
47	<p><b>SC</b> : 1<sup>er</sup> <a href="#">Forum africain sur la science, la technologie et l'innovation</a> (STI) pour l'emploi des jeunes, le développement du capital humain et la croissance inclusive. Le forum, qui s'est tenu à Nairobi (Kenya) du 1<sup>er</sup> au 3 avril 2012, a permis le partage d'expériences et d'analyses de bonnes pratiques en matière de renforcement des mécanismes de STI ; l'élaboration de mesures en faveur de la promotion de l'innovation, de l'entrepreneuriat et de l'emploi de jeunes ; la mise à profit du rôle de l'innovation dans le secteur informel ; et</p>	Nairobi (Kenya)	<p>Banque africaine de développement (BAD) , Commission économique pour l'Afrique (CEA) de l'ONU, Union africaine (UA) <i>en association avec</i></p>

	l'accroissement de la participation des femmes et des jeunes dans le domaine de la STI. Le forum a mis en lumière le rôle primordial de la STI dans l'essor d'une croissance et d'un développement durables et inclusifs en Afrique, en réunissant des décideurs et des spécialistes des politiques de STI en vue de constituer une plate-forme de dialogue et de définir la voie à suivre.		/l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)
48	<b>SC</b> : Dans le cadre de son initiative pour l'enseignement des sciences de la Terre en Afrique, avec cinq ateliers régionaux organisés en Afrique entre 2009 et 2010 (Assiout (Égypte), Luanda (Angola), Le Cap (Afrique du Sud), Dakar (Sénégal) et Kinshasa (République démocratique du Congo)), l'UNESCO a collaboré étroitement avec des représentants et des groupes de jeunes tels que le réseau des jeunes spécialistes des sciences de la Terre (YES) en Afrique, que l'Organisation a aidé à constituer, pour faire en sorte que les jeunes soient impliqués dans la planification de son action dans le domaine des sciences de la Terre sur tout le continent – en tant que contributeurs éclairés participant à la planification des projets et en tant que bénéficiaires. Plus particulièrement, la jeunesse africaine bénéficiera d'activités visant à élaborer de meilleurs programmes d'enseignement des sciences de la Terre dans le primaire et le secondaire ainsi qu'à offrir aux jeunes professionnels la possibilité de recevoir une formation à la cartographie géologique sur le terrain, ce qui représente un investissement important pour eux-mêmes, dans leur évolution professionnelle, et pour leur pays, dans la connaissance de ses richesses minérales. La formation à la soumission de propositions scientifiques pouvant bénéficier d'un financement au titre du Programme international de géosciences (PICG) s'est axée sur les jeunes participants. En outre, les jeunes d'Afrique ont été impliqués en tant que partenaires de premier plan dans le processus de formation de membres africains du Réseau mondial des géo parcs. L'UNESCO a apporté un soutien financier aux réunions et ateliers sur la question destinés tout particulièrement aux femmes et aux jeunes participants.	Régional (Afrique) – récemment au Maroc, au Kenya, au Cameroun, en Éthiopie et à Djibouti	Réseau des jeunes spécialistes des sciences de la Terre (YES) en Afrique
49	<b>SC</b> : Participation des membres africains de l'Association mondiale des jeunes scientifiques (WAYS) au <a href="#">Forum mondial de la science</a> (Budapest, 2009 et 2011). Le Forum a fourni une plate-forme internationale aux parlementaires, aux scientifiques, aux décideurs, aux représentants des médias et aux membres de la société civile du monde entier pour débattre de questions scientifiques nouvelles et existantes d'intérêt planétaire. L'un des objectifs du Forum était d'offrir aux parties concernées un environnement interdisciplinaire et politique dans lequel elles pourraient discuter de la façon d'améliorer la gouvernance scientifique tout en garantissant un avenir durable pour tous.	Budapest (Hongrie)	Académie des sciences de Hongrie
50	<b>SHS/Accra</b> : Appui à la mise en place et au bon fonctionnement du Parlement national des jeunes au Ghana, conformément à la politique pour la jeunesse de 2010 du Ghana.	Ghana	Autre secteurs de programme de l'UNESCO (ED, CI, etc.), PNUD, UNICEF, FNUAP, Autorité

			nationale des jeunes, Conseil national de la paix, organisations de jeunes et de la société civile
51	<b>SHS/Accra</b> : Formation au leadership des jeunes pour la prévention de la violence. Dans le cadre des travaux menés par l'équipe de pays des Nations Unies, cette activité met l'accent sur le soutien de l'engagement civique des jeunes et de leur participation constructive aux processus politiques comme moyen de prévenir la violence associée.	Ghana	Autre secteurs de programme de l'UNESCO (ED, CI, etc.), PNUD, Autorité nationale des jeunes, Conseil national de la paix, organisations de jeunes et de la société civile, etc.
52	<b>SHS/Accra</b> : Formation au leadership des jeunes pour la prévention de la violence. Cette activité a pour principal objet d'appuyer l'engagement civique des jeunes et leur participation constructive aux processus politiques comme moyen de prévenir la violence associée.	Sierra Leone	Commission nationale des jeunes, organisations de jeunes et de la société civile, <i>Trust Africa</i> , PNUD, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, autres secteurs de l'UNESCO (ED, CI, etc.), UNICEF
53	<b>SHS/Bujumbura</b> : Autonomisation des jeunes femmes et hommes pour l'emploi indépendant, l'entrepreneuriat et le leadership.	Burundi	Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture/REJA « Réseau des jeunes en action pour la paix et le développement » (regroupe 165 associations de jeunes et couvre tout le territoire national)
54	<b>SHS Siège/Accra/Bujumbura</b> : « Engagement des jeunes leaders » : projet pilote transnational pour le développement d'un leadership des jeunes au Kenya et en Zambie, axé sur les jeunes vulnérables et marginalisés des régions rurales.	Kenya et Zambie	<i>Children and Youth Empowerment Centre (CYEC)</i> , Chaire UNESCO sur les enfants, les jeunes et l'engagement civique (Irlande), <i>Cheshire Homes – Youth Development Center Mongu, Foróige, Irish Youth Development Organization</i> , Université d'État de Pennsylvanie
55	<b>SHS (Siège et bureaux hors-Siège)</b> : « Bâtir une innovation sociale menée	Afrique	

	<p>par les jeunes en Afrique » (programme régional) : Un projet pilote triennal de soutien à l'innovation sociale menée par les jeunes en Afrique. Le concept proposé inclut un programme initial de démarrage de trois ans qui sera lancé et exécuté par le biais de deux pôles régionaux en Afrique pour les jeunes anglophones et francophones et qui prévoit deux interventions stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités en vue de développer le leadership et les compétences non techniques correspondantes pour améliorer l'employabilité des jeunes et faciliter une transition sans heurt de l'école à l'emploi.</li> <li>• Appui à des projets communautaires dirigés par des jeunes, notamment sous forme d'accès aux réseaux professionnels, d'accompagnement personnel et de mentorat, de ressources financières et de possibilités de plaidoyer.</li> </ul> <p>Le concept du programme, la méthode et le programme scolaire en matière d'innovation sociale s'appuient sur le succès de l'expérience <i>YouthActionNet</i>® mise en œuvre par <i>l'International Youth Foundation</i> depuis dix ans dans le monde entier.</p> <p><u>N. B.</u> : le projet en est encore à la phase de collecte de fonds.</p>		<p><i>International Youth Foundation</i>, Organisations de jeunes et entreprises sociales menées par des jeunes en Afrique</p>
56	<p><b>SHS (Siège et BREDA)</b> : « Bâtir une innovation sociale menée par les jeunes au Sénégal/<i>YouthActionNet</i> Sénégal ». Ce projet de deux ans prévoit une formation ciblée pour 15 jeunes entrepreneurs sociaux au Sénégal, qui bénéficiera à leur projets/entreprises sociales respectifs, ainsi qu'un suivi sous forme d'accès aux réseaux, d'accompagnement personnel et de mentorat et de possibilités de financement. Le projet vise aussi à poser les bases du développement d'un programme régional francophone (voir la précédente activité).</p>	Sénégal	<p><i>Synapse Center</i> (ONG établie au Sénégal), Jeunes entrepreneurs sénégalais (hommes et femmes), Ministère de la jeunesse et de l'emploi, <i>International Youth Foundation</i></p>
57	<p><b>SHS/AFR/ED</b> : Renforcement des capacités pour l'entrepreneuriat social mené par les jeunes et promotion d'une culture de la paix en Afrique.</p> <p>Il est prévu que le projet se déroule en trois phases : (1) développement et mise à l'essai (au Malawi et au Burkina Faso) de modules de formation spécifiques ciblant l'intégration de jeunes femmes et hommes souhaitant lancer une entreprise sociale ou une initiative en faveur d'une culture de la paix ; (2) élaboration par les jeunes stagiaires d'une proposition de projet de suivi et mentorat et suivi pendant les deux premières années de mise en œuvre ; (3) mise en place de mécanismes spécifiques pour le suivi, l'établissement de rapports et l'évaluation de l'impact des projets pour ce qui est d'aider les jeunes à s'engager dans l'entrepreneuriat social et à développer des activités favorisant une culture de la paix. Cette phase inclura également une action de plaidoyer et de suivi afin d'intégrer les résultats de la formation dans les politiques touchant les jeunes en Afrique.</p>	<p>1<sup>re</sup> phase : Malawi, Burkina Faso</p> <p>2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> phases : Afrique</p>	<p>Centre pour le conseil, l'orientation et l'épanouissement des jeunes en Afrique (Lilongwe, Malawi), Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique de l'Union africaine (AU/CIEFFA, Burkina Faso)</p>



58	<p><b>SHS/Rabat:</b> Renforcement de la participation des jeunes filles vulnérables aux mécanismes de consultation et de prise de décision (Février 2012 – juin 2013).          Activités : (1) Renforcement des capacités des institutions en charge des affaires éducatives, électorales et de la jeunesse, en matière d'implication effective des jeunes filles dans la vie publique ; (2) Développement des connaissances des jeunes filles vulnérables en matière de démocratie et de gestion des affaires publiques afin de leur permettre de participer de manière significative au processus démocratique ; (3) Sensibilisation des décideurs et des médias sur l'intérêt d'impliquer les jeunes filles dans la gestion des affaires publiques via des actions de plaidoyer originales menées par les jeunes elles-mêmes.</p>	Tunisie	Ministère de l'éducation ; Commission nationale tunisienne pour l'UNESCO ; CAWTAR ; Gouvernement des Pays-Bas ; ISESCO ; ALECSO
59	<p><b>SHS/Rabat :</b> Renforcement de l'implication des jeunes, notamment issus des zones défavorisées, dans le dialogue constitutionnel et les réformes durant le processus constitutionnel en Tunisie (novembre 2012 – mai 2013).</p>	Tunisie	PNUD, ANC, Ministère de l'éducation, Commission nationale tunisienne pour l'UNESCO
60	<p><b>SHS/Rabat :</b> Participation des jeunes aux processus de décision au Maroc.          Activité : Université d'Automne « Jeunesse Maroc et Engagement politique pour un monde alternatif », organisée en octobre, Bouznika (Maroc) (Mai-décembre 2012) - Objectifs : promouvoir la participation civique des jeunes dans le contexte de réforme (Chantiers de réformes du ministère de la Jeunesse et des Sports : Elaboration de la SNIJ-Stratégie nationale pour la jeunesse / Elaboration des cadres généraux du Conseil consultatif de la jeunesse, en renforçant leurs connaissances et leurs capacités de plaidoyer, l'apprentissage de techniques pour la participation citoyenne, l'analyse des politiques publiques et le dialogue avec les décideurs politiques.          Bilan &amp; Résultats : i) 200 jeunes de différentes associations locales de jeunesse, dont 47% de filles, provenant de 27 régions marocaines et de 6 pays (Maghreb et au-delà) ont participé à l'Université, et ii) Un document de plaidoyer : la Déclaration des jeunes de l'Université d'Automne – Alternatives Jeunes</p>	Maroc	Association de jeunes FMAS/Action Jeunesse ; Commission nationale marocaine pour l'UNESCO ; GIZ.
61	<p><b>SHS/Rabat :</b> Promotion du leadership des jeunes et des politiques nationales pour la jeunesse au Maroc.          Activité : Théâtre-plaidoyer des jeunes : (mai - novembre 2012). Cette activité vient renforcer le travail de plaidoyer entamé avec l'Université d'Automne, à travers une action de plaidoyer par la culture. Elle consiste à accompagner des jeunes dans l'écriture et la production d'une pièce de théâtre autour de deux thèmes à dimension sociopolitique. L'objectif est d'utiliser le médium culturel et artistique pour sensibiliser les décideurs politiques ainsi que le grand public sur les enjeux sociopolitiques liés à la création du Conseil des jeunes.          Bilan &amp; résultats :          Une pièce de théâtre jouée devant plus de 300 jeunes (26.11.12), ii) 10 jeunes</p>	Maroc	Association de jeunes FMAS/Action Jeunesse Association Jouons pour les arts

	accompagnés et formés à l'écriture et à la production d'une pièce de théâtre comme instrument de plaidoyer, iii) Un instrument de plaidoyer à la disposition des jeunes et des associations.		
62	<p><b>SHS/Rabat et Le Caire</b> : Participation des jeunes aux processus démocratiques.</p> <p>Activité : Formation des jeunes à la citoyenneté et la culture démocratique en Egypte, au Maroc et en Mauritanie (janvier-décembre 2013). Objectif : Favoriser l'engagement civique des jeunes et construire leur immunité intellectuelle à travers l'éducation à la citoyenneté. Processus : le projet s'appuie sur l'expérience pilote développée en Tunisie en 2011-2012. Il prévoit i) la réédition d'une version adaptée et contextualisée pour les pays concernés du « Manuel d'apprentissage de la démocratie pour les jeunes en Tunisie » (<i>UNESCO, 2011, en français et arabe</i>), ii) la formation de formateurs/animateurs relais et iii) l'organisation de formations pilotes auprès des jeunes dans des espaces scolaires et communautaires, tels que les maisons des jeunes.</p>	Maroc, Mauritanie, Egypte	Gouvernement d'Espagne, Ministères de l'éducation, de la Jeunesse, ONG, les Commissions nationales des trois pays
63	<p><b>SHS/Le Caire</b> : Séminaire sur les jeunes : éthique de la démocratie (juin 2011).</p> <p>Ce projet vise à encourager les jeunes et les représentants des ONG qui ont pris une part active à la révolution et à l'après-révolution du 25 janvier 2011 en Égypte à construire une société démocratique dans le pays en leur inculquant les principes éthiques sur lesquels repose la démocratie, en leur offrant la possibilité d'exprimer leurs besoins et d'entreprendre des actions, et en favorisant le développement de réseaux entre jeunes.</p>	Égypte	ONG œuvrant pour les jeunes et pour les droits de l'homme

64	<p><b>SHS/Le Caire</b> : Ateliers de démocratie sur le renforcement de la solidarité entre les jeunes dans les zones rurales et urbaines d'Égypte (août à décembre 2012).</p> <p>Ce projet offre à 80 jeunes Égyptiens des zones rurales et urbaines la possibilité d'apprendre le concept de démocratie dans le contexte égyptien et de créer entre eux de la solidarité par l'apprentissage des modes de vie dans différentes communautés. Les participants à ces ateliers sont censés répandre le concept de démocratie et entreprendre des actions de promotion de la démocratie dans leurs communautés respectives.</p>	Égypte	Institut Oyoun Masr, Fondation Anna Lindh
65	<p><b>SHS/Le Caire</b> : Atelier de simulation de l'Assemblée nationale (décembre 2012).</p> <p>Ce projet vise à enseigner le système politique égyptien à des étudiants de différents cursus universitaires au moyen d'une simulation de l'Assemblée nationale égyptienne. Pendant cet atelier de six jours, les participants seront formés au système politique égyptien et à sa fonction, aux compétences de négociation et de présentation, et aux processus démocratique de prise de décision sur des questions politiques.</p>	Égypte	<i>Andalus Institute for Tolerance and Non-Violence</i>
66	<p><b>SHS/Le Caire</b> : Atelier et exposition sur l'expression des droits de l'homme dans le contexte égyptien (janvier à mai 2013).</p> <p>Depuis la révolution de 2011, l'expression artistique sur les droits de l'homme et la démocratie est devenue un vecteur de communication important pour la transmission de messages et de demandes par les jeunes. Ce projet vise à promouvoir encore davantage la démocratie et les droits de l'homme parmi les jeunes et prévoit un atelier destiné à enseigner à une sélection de jeunes artistes la façon d'intégrer les concepts de droits de l'homme et de démocratie à leur travail. Les travaux de cet atelier seront exposés dans plusieurs centres culturels et musées du pays.</p>	Égypte	Centres culturels, musées des arts, ONG de défense des droits de l'homme
67	<b>SHS/Brasilia</b> : Projet d'écoles ouvertes en Guinée-Bissau.	Guinée-Bissau	Gouvernement brésilien, Gouvernement de Guinée- Bissau

<p>68</p>	<p><b>CLT : 8 projets des Bénévoles du patrimoine mondial (BPM)</b></p> <p>BPM – Fort Jesus, Mombasa, Kenya (5 – 26 août 2012) : Ce projet vise à promouvoir la conservation et l'utilisation durable du patrimoine national par la création, la documentation et la diffusion de connaissances, d'informations et d'innovations relatives à la gestion des activités de recherche et de collecte.</p> <p>BPM – Réserve de gibier de Maasai Mara, Vallée du Grand Rift africain – Maasai Mara, Kenya (4-29 juillet 2012). Ce projet a pour objet d'engager une action sociale durable qui permettrait aux principales parties prenantes d'agir dans le cadre d'un partenariat durable en vue de mobiliser des ressources et de les utiliser pour la conservation de l'environnement et l'apprentissage interculturel, l'objectif étant d'améliorer la qualité et les conditions de vie des êtres humains et des animaux dans la réserve de Masaai Mara.</p> <p>BPM – Forêts sacrées de kayas des Mijikenda, Kenya (7-28 juillet 2012). L'objectif de ce projet est de permettre aux participants d'apprécier et de mieux connaître les cultures locales et l'apport primordial de la forêt à la culture communautaire ainsi que son rôle fédérateur pour les populations locales, en impliquant davantage les populations locales dans la conservation des forêts sacrées de kayas des Mijikenda.</p> <p>BPM – Parc national du lac Malawi (6-15 août 2012). Bien que le Parc national du lac Malawi soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial depuis des dizaines d'années, les communautés locales n'en ont encore pas mesuré l'importance. Ces deux dernières années, les camps et communautés de Bénévoles du patrimoine mondial organisés par l'AYISE ont réduit l'empiètement sur la forêt naturelle environnante, à la suite d'un effort permanent d'information du public sur l'importance de la conservation. Cette année, le Centre d'éducation à l'environnement du site du patrimoine mondial consolidera les acquis et le savoir-faire accumulés depuis deux ans et entreprendra d'importants travaux de réhabilitation. En outre, les populations locales et les parties prenantes seront formées à renforcer les capacités des guides touristiques sur le site du patrimoine mondial et à encourager l'appropriation de ce site par la communauté.</p> <p>BPM – Idanre Hills, Nigéria (15-29 septembre 2012). Idanre hill est l'un des plus beaux paysages naturels de l'État d'Ondo et du Nigéria. Outre sa beauté qui attise la curiosité des hommes, il faut savoir que le peuple entier d'Idanre a vécu sur ces collines depuis près d'un millénaire. Ce site du patrimoine doit être protégé et préservé afin de conserver la valeur culturelle des vestiges retrouvés sur place. Il est primordial de mobiliser également les communautés locales pour qu'elles s'approprient activement ce site d'importance historique.</p> <p>BPM – Koutammakou, le pays des Batammariba, Togo (8-25 juillet 2012, 23</p>	<p>Kenya Malawi Nigéria Togo Ouganda Zambie</p>	<p><i>Kenya Forest</i>, Conseil régional de Mombasa et Marine Park</p> <p><i>Kenya Forest</i>, Conseil de Narok et Centre communautaire des jeunes de Mara</p> <p><i>Shimba Hills Forests Guide Association</i>, école primaire de Ganja la Simba et autres écoles locales, Ministère du patrimoine et Ministère des forêts et de la faune</p> <p>Ministère du tourisme, de la faune et de la culture, Conseil national des jeunes du Malawi, Ministère du développement de la jeunesse, société des ciments Lafarge et société des peintures Dulux</p> <p>Fondation du patrimoine naturel et culturel, Croix-Rouge de l'État</p> <p>Ministère des arts et de la culture, administration locale,</p>
-----------	---	---	--

	<p>juillet – 3 août 2012). Ce projet mettra en valeur le pays et la culture des Batammariba et impliquera les cinq communautés locales de Koutammakou.</p> <p>BPM – Tombes des rois du Buganda à Kasubi, Ouganda (29 juin – 22 juillet 2012). Les bénévoles organiseront des activités telles que plantation d'arbres, production de matériels de sensibilisation et de plaidoyer, projection de films culturels, etc. Ils organiseront en outre des ateliers de sensibilisation auxquels participeront les communautés locales, ainsi que des débats, des travaux de réflexion et des échanges sur des questions liées au patrimoine mondial.</p> <p>BPM – Mosi-oa-Tunya/Chutes Victoria, Zambie (28 juillet – 11 août 2012). Le principal objectif de ce projet est de sensibiliser à l'importance de la préservation du site et de responsabiliser la population réduite qui vit dans son périmètre ainsi que les communautés locales et les touristes, tant du côté zimbabwéen que du côté zambien du site.</p>		<p>Service de promotion et de conservation de Koutammakou</p> <p>Royaume de Buganda</p> <p>Commission nationale du patrimoine, écoles locales, organisation locale de la jeunesse et médias communautaires locaux</p>
69	<p><b>CLT</b> : Présence d'un représentant de la jeunesse africaine à la clôture de la célébration du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Convention du patrimoine mondial (Kyoto, Japon, 2-8 novembre 2012) pour participer à la formulation de la déclaration finale des jeunes sur le patrimoine mondial.</p>	Kyoto (Japon)	Ministères japonais des affaires étrangères
70	<p><b>CI</b> : Salle de rédaction des jeunes à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Nouveauté inaugurée en 2012, une salle de rédaction des jeunes est organisée dans le cadre de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Gérée de façon indépendante par des étudiants en journalisme et leurs enseignants, cette salle de rédaction doit couvrir les trois jours de la manifestation et sortir un journal quotidien ainsi qu'un journal en ligne.</p>		<i>Highway Africa (ONG)</i>
71	<p><b>ODG/GE</b> : Partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes : Appui aux filles défavorisées pour leur permettre de terminer leurs études secondaires par le biais du mentorat et de la participation de toute la communauté.</p>	Sénégal Tanzanie Kenya Éthiopie Lesotho	Partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes, <i>Barefoot College</i>
72	<p><b>ODG/GE</b> : Formation aux droits des femmes à Madagascar (participation politique des femmes et prévention de la violence sexiste).</p>	Madagascar	Union européenne
73	<p><b>BSP/CPN &amp; SHS/SIY</b> : Renforcement de l'autonomisation des jeunes femmes et hommes et de leur engagement en particulier dans les processus démocratiques, en vue de promouvoir un dialogue interculturel et l'inclusion sociale (2012-2013).</p>	Ghana, Sierra Leone	Commissions nationales pour l'UNESCO, Associations/Organisations de jeunes
74	<p><b>BSP/CPN &amp; UNESCO Bukumbura</b> : Renforcement de l'autonomisation des jeunes femmes et hommes et de leur engagement en particulier dans les processus démocratiques, en vue de promouvoir le dialogue interculturel et l'inclusion sociale (2012-2013).</p>	Burundi	Communautés locales, gouvernement local

75	<p><b>BSP/CPN</b> : « Des jeunes aux jeunes : célébrer la valeur de la diversité » : projet mis en œuvre dans le cadre de la plateforme intersectorielle pour une culture de la paix, par l'intermédiaire duquel ont été lancées les « Passerelles vers une culture de la paix : concours mondial pour la compréhension mutuelle ». Cette initiative est ouverte aux jeunes de 14 à 25 ans, et une grande partie des participants inscrits viennent d'Afrique. Les produits qui en résulteront (carnets de note et portails électroniques, etc.) comprendront des contributions de jeunes Africains sur la paix aujourd'hui, les sentiments et les pensées qu'elle leur inspire et comment l'exprimer et la vivre. (2012-2013).</p>	Projet mondial	Toutes les commissions nationales pour l'UNESCO en Afrique, Réseaux d'écoles associées en Afrique
76	<p><b>BSP/CPN &amp; CI/FEM</b> : « Compétences interculturelles pour les jeunes journalistes » (2012-2013).</p>		
77	<p><b>BSP/CPN, UNESCO Juba &amp; UNESCO Nairobi</b> : « Médias communautaires interactifs pour une culture de la paix et de la non-violence au Soudan du Sud et en Ouganda du Nord » (2012-2013).</p> <p>Le projet vise à permettre aux communautés du Soudan du Sud et de l'Ouganda du Nord de s'exprimer sur la paix, la tolérance et les droits de l'homme ; à établir des liens entre les dirigeants et les citoyens et développer les débats entre citoyens ; et à aider les journalistes et les groupes communautaires à tenir un discours plein de sens sur la paix, la tolérance et la réconciliation. Son objectif est d'accroître la sensibilisation de la société, d'améliorer l'alphabétisation et de construire la paix au moyen des pratiques culturelles traditionnelles, permettant ainsi à la culture de servir d'instrument d'unification pour des peuples qui ont été séparés par un conflit, et de mettre en avant les pratiques et les valeurs communes plutôt que les différences. Différents médias seront utilisés, ce qui permettra de renforcer la capacité de divers groupes à utiliser différents médias, de bâtir une relation de confiance avec les partenaires médiatiques, et de parvenir à une diffusion maximale des messages dans le cadre de la programmation.</p> <p>Le projet compte deux grands volets :</p> <p>Activité 1 : Radio et théâtre pour l'alphabétisation et la culture de la paix au Soudan du Sud.</p> <p>Activité 2 : Média communautaire interactif pour le programme de la paix en Ouganda du Nord.</p> <p>Les jeunes constituent l'un des principaux groupes visés.</p>	Soudan du Sud et Ouganda	<p><b>Pour l'activité 1</b> : Radio Miraya (UNMISS), Ministère de l'information et de la radiodiffusion, Ministère de l'enseignement général et de l'instruction, Ministère de la jeunesse, de la culture et des sports, Groupe de théâtre de l'association des étudiants de l'Université de Juba</p> <p><b>Pour l'activité 2</b> : Northern Uganda Media Club (NUMEC), Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA)</p>
78	<p><b>AFR</b> : « Promouvoir une culture de paix et de la non-violence en Afrique par l'éducation à la paix et la prévention des conflits ».</p>	3 pays	
79	<p><b>Bureau hors Siège/Nairobi</b> : Développement et renforcement de la capacité des jeunes en Afrique de l'Est à lutter contre le VIH/SIDA et de sensibiliser à cette question par le biais des médias communautaires, de la téléphonie mobile et de la communication en ligne.</p>	Kenya Rwanda Tanzanie Ouganda	EACOMNET

80	<b>Bureau hors Siège/Nairobi</b> : Média communautaire interactif pour une culture de la paix et de la non-violence au Soudan du Sud et en Ouganda du Nord.	Ouganda	<i>Northern Uganda Media Club (NUMEC)</i>
81	<b>FO/BAMAKO</b> : appui à la première réunion sous régionale sur l'implication des jeunes leaders dans la bonne gouvernance (1-2 décembre 2012)		CEDEAO

## ACTIVITÉS TRANSVERSALES

No	Activités	Pays / Sous-région / Région	Partenaires
82	<p><b>SC</b> : Promotion des sciences.</p> <p>Dans le cadre des célébrations de l'Année internationale de la chimie (2011), le Bureau de l'UNESCO à Harare a travaillé en collaboration avec le lycée pour filles Chisipite, une école privée située à Harare, en vue d'organiser un concours de chimie pour sept écoles, publiques et privées. Dix-sept équipes au total étaient en lice et 60 % des participants étaient des filles.</p> <p>À l'issue de cette compétition, le lycée Chisipite a poursuivi cette activité et a organisé un concours scientifique similaire en 2012 (biologie, physique et chimie) et, par la suite, a inscrit une vingtaine de filles aux olympiades scientifiques en Afrique du Sud. Les écoles se sont servies des économies réalisées dans le cadre de l'activité de 2011 pour financer l'initiative (le Bureau de l'UNESCO à Harare avait créé un fonds doté du montant nécessaire mais elles sont parvenues à recueillir davantage de fonds). Une des filles inscrites au concours a remporté un prix en Afrique du Sud. Le lycée Chisipite envisage à présent de créer officiellement un club/concours scientifique local pour pérenniser l'initiative.</p>	Zimbabwe	Lycée pour filles Chisipite
83	<p><b>SC</b> : Accès au marché du carbone pour les réserves de biosphère africaines (Afrique orientale).</p> <p>La faible présence de l'Afrique sur le marché international du carbone (moins de 3 % en 2003-2004 – contre 43 % pour l'Asie et 35 % pour l'Amérique latine) s'explique par la précarité du régime foncier, les coûts de transaction élevés, le mode de gouvernance et la capacité institutionnelle, mais aussi par l'absence de capacités techniques pour mettre en place des projets relatifs au marché du carbone. Une formation sous régionale visant à renforcer la capacité d'établir le bilan carbone de diverses utilisations des sols a donc été organisée par l'UNESCO en collaboration avec le Forum sur l'environnement et la forêt caféière (Éthiopie) et le Centre de recherche pour la conservation de la nature d'Afrique occidentale (Ghana). Cette formation s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 20 avril 2011 à la réserve de biosphère de la forêt caféière de Yaya et visait à former de jeunes spécialistes africains travaillant dans des réserves de biosphère et des systèmes d'aires protégées d'Afrique orientale à l'évaluation des stocks de carbone dans le cadre de différents types d'utilisation des sols. Les résultats de la formation ont servi à achever l'étude de faisabilité du projet REDD+ de la forêt caféière de Yaya.</p>	Kenya, Éthiopie, Ghana	Forum sur l'environnement et la forêt caféière Centre de recherche pour la conservation de la nature



84	<p><b>SC : ERAIFT</b> (École régionale post-universitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux). L'ERAIFT a été lancée il y a dix ans et continue de contribuer largement au renforcement des capacités et à l'étude des rapports entre sciences et politiques au service du développement durable en Afrique. Elle dispense une formation aux jeunes d'Afrique sur des questions relatives à la durabilité environnementale.</p>	(En cours) Kinshasa	
85	<p><b>SHS/Windhhoek</b> OMD Egalité entre les sexes : Mettre les choses en ordre pour une égalité et équité hommes-femmes (2009-2012). Cette activité met l'accent sur l'élaboration d'outils destinés aux jeunes San, conçus pour générer des revenus et favoriser les petites et moyennes entreprises (50 jeunes San ont bénéficié d'une formation en la matière et d'un soutien pour amorcer les activités).</p>	Namibie	Ministère de l'égalité entre les sexes et du bien-être de l'enfant Ministère de la jeunesse, du service national, des sports et de la culture
86	<p><b>BSP/CPN et Bureau hors Siège/Abuja</b> : Prévention des conflits et lutte contre l'attrait exercé par le terrorisme au Nigéria, par l'éducation et le dialogue. Ce projet pilote est mis en œuvre dans le cadre de l'initiative de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme intitulée « Promotion de l'application intégrée de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies », en étroite coopération avec les Ministères fédéraux de la Culture et du Tourisme, de l'Orientation Nationale, du Développement de la Jeunesse et de l'Éducation Nationale de la République du Nigéria. Il a globalement pour but de favoriser la prévention des conflits, de promouvoir l'éducation à la paix et de contribuer à la déradicalisation des jeunes et des adultes au Nigéria sur la base d'une analyse générale menée dans ce pays, partenaire pilote de l'initiative susmentionnée. Le projet a essentiellement débouché sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des réunions locales dans les régions concernées, axées sur la promotion du dialogue interreligieux et de la compréhension interculturelle (en particulier à l'intention de la jeunesse) ;</li> <li>- l'analyse/la documentation et le recensement des éléments constitutifs d'une culture de la paix et de la non-violence, et de l'autonomisation économique et sociale propice à la confiance en soi, à l'estime de soi et à la promotion du développement durable dans un environnement sûr ; et</li> <li>- des ateliers de sensibilisation à la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence/de mécanismes de prévention des conflits/de la déradicalisation, une formation de sensibilisation et la conception de campagnes dans les régions concernées.</li> </ul>	Nigéria, mais avec des effets possibles dans la sous-région	Commission nationale pour l'UNESCO, ministères fédéraux de la culture et du tourisme, de l'orientation nationale, du développement de la jeunesse, de l'éducation nationale, des affaires féminines et de l'enfance, et de l'information, Institut national pour l'orientation culturelle, Institut national pour la paix et la résolution des conflits, gouvernements fédéral et locaux, institutions traditionnelles, unions des étudiants, ONG culturelles, OIT, PNUD, UNODC, ambassades d'Espagne et de France, etc.
87	<p><b>Bureau hors Siège/Addis-Abeba (avec SHS/Siège et SHS/Accra)</b> : Collaboration avec la Commission de l'Union africaine en vue de l'élaboration d'un projet concernant « la promotion et la publicité de l'autonomisation des</p>	Afrique	Union africaine

	jeunes et l'établissement de rapports sur la question », pour faire suite à la Déclaration de Malabo, dans le cadre de la Décennie pour le développement et la promotion de la jeunesse en Afrique.		
--	---	--	--